

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 06/11/2020

LES MINISTRES JEAN-YVES LE DRIAN, BARBARA POMPILI ET BRUNO LE MAIRE SALUENT LA PUBLICATION DU RAPPORT DE L'OCDE SUR LES FINANCEMENTS CLIMAT ET REAFFIRMENT L'ENGAGEMENT DE LA FRANCE POUR LA FINANCE CLIMAT INTERNATIONALE.

Le secrétariat de l'OCDE a publié ce vendredi 6 novembre 2020 un rapport sur les financements mobilisés par les pays développés pour l'action climatique dans les pays en développement entre 2013 et 2018, en s'appuyant sur les dernières données disponibles.

Les analyses de l'OCDE montrent que les financements publics et privés mobilisés par les pays développés ont atteint 78,9 milliards de dollars en 2018, dont 64,3 milliards de dollars de financements publics et 14,6 milliards de dollars de financements privés mobilisés par des interventions publiques. Ces financements ont connu une augmentation de 11% par rapport à 2017, portée notamment par les financements d'origine publique.

En 2009, les pays développés se sont engagés collectivement à mobiliser 100 milliards de dollars par an de financements climat pour les pays en développement à partir de 2020. En 2015 à la COP21, cet engagement a été confirmé jusqu'en 2025.

La France a pleinement contribué à la progression observée par l'OCDE, avec 5,08 milliards d'euros de financements climat fournis par la France pour les pays en développement en 2018, dont 1,3 milliard d'euros pour l'adaptation. Cet important effort de la France a été confirmé en 2019, avec 5,96 milliards d'euros de financements climat dont 1,55 milliard d'euros pour l'adaptation. La France a donc atteint de manière anticipée les objectifs fixés par le Président de la République, à savoir au moins 5 milliards d'euros de financements climat d'ici 2020 dont 1,5 milliard d'euros pour l'adaptation. Cette augmentation s'inscrit dans le cadre d'un effort européen : les financements climat de l'UE et de ses États-membres sont passés de 9,6 milliards d'euros en 2013 à 21,7 milliards d'euros en 2018 puis 23,2 milliards d'euros en 2019 (en UE-28).

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, a déclaré : « *Le rapport de l'OCDE montre que les pays développés sont sur la bonne trajectoire pour tenir leurs engagements mais nous devons poursuivre les efforts. La France est pleinement engagée sur la scène internationale pour*

mobiliser les financements nécessaires. Cinq ans après l'adoption de l'accord de Paris, le sommet de l'ambition pour le climat, organisé le 12 décembre prochain par le Royaume-Uni, la France, les Nations unies, le Chili et l'Italie, sera l'occasion pour de nombreux Etats d'annoncer le rehaussement de leurs ambitions en matière de lutte contre le changement climatique. »

Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, a déclaré : « *C'est à l'occasion de la signature de l'Accord de Paris en 2015 que les pays développés se sont engagés à mobiliser 100Md\$ par an d'ici 2020 et jusqu'en 2025 pour accompagner la transition écologique des pays en développement. Le travail rigoureux et reconnu de l'OCDE permet de faire la transparence sur cet engagement et de constater que la tendance est à l'augmentation et que la France prend sa part de l'effort commun. Il faut néanmoins encore amplifier cette dynamique, notamment en direction d'un équilibre entre atténuation du réchauffement climatique et adaptation à ses conséquences, surtout en faveur des pays en développement les plus touchés et vulnérables. »*

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, a déclaré : « *Tous les pays font face à une crise économique sans précédent. Mais nous devons continuer à nous mobiliser pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, car l'urgence climatique demeure. Nous pouvons faire de cette crise une opportunité pour accélérer la transition de nos économies vers un modèle plus respectueux de l'environnement. C'est le choix que nous avons fait en France en consacrant un tiers de notre plan de relance au verdissement de notre économie. C'est aussi un engagement que nous avons pris au niveau de l'Union européenne. »*

À la suite de la crise de la Covid-19, la France est résolument engagée pour que la relance économique soit durable et inclusive dans les pays développés comme les pays en développement, pour permettre un développement bas-carbone et résilient au changement climatique. La mobilisation des gouvernements et des banques de développement est indispensable pour réussir la relance durable et inclusive.

Contacts presse

Service presse de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères

Tél : 01 43 17 57 57

Mél : presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

Service presse de Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique

Tél : 01 40 81 18 31

Mél : secretariat.communication@ecologique-solidaire.gouv.fr

Service presse de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance

Tél : 01 53 18 41 13

Mél : presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr